

L'ILLUSION DE LA SUPRÉMATIE
DANS LA PÉNINSULE BALKANIQUE :
LE ROYAUME DE ROUMANIE ENTRE LE TRAITÉ
DE BUCAREST ET SARAJEVO (AOÛT 1913 – JUIN 1914)

DANIEL CAIN
(Institut d'Études Sud-Est Européennes, Bucarest)

La conclusion du Traité de paix à Bucarest (le 28 juillet / 10 août 1913) a suscité un vrai état d'euphorie rarement vue dans la société roumaine. On parle, avec légèreté, du nouveau statut reçu par le Royaume de Roumanie dans l'Europe du sud-est : de pouvoir régional, de gardien des Balkans et de protecteur, à côté des Grandes Puissances, de la paix sur le continent. Il y avait une discussion publique animée sur les conséquences de ce traité de paix sur la future conduite de la politique étrangère du gouvernement roumain. Le rêve d'une Grande Roumanie est souvent évoqué par les politiciens roumains et par les diplomates étrangers accrédités à Bucarest. Il y avait aussi des voix qui les ont prévenus des apparences trompeuses de ce traité de Bucarest sans une forte armée et sans une diplomatie en garde. Le changement du gouvernement en janvier 1914 n'a pas apporté une modification visible du nouveau cours de la politique étrangère du Royaume de Roumanie : les tentatives d'éviter de s'assumer un engagement régional et un état d'expectative pour spéculer les événements qui pourraient apporter des avantages faciles.

Mots-clés : guerres balkaniques, Triplice, Traité de paix à Bucarest, Grande Roumanie.

« Cette année qui touche à sa fin, 1913, marquera une grande date dans l'histoire du peuple roumain. Cette année, par la paix signée à Bucarest, on a donné à la Roumanie le rôle qu'elle devait accomplir depuis longtemps dans les Balkans ; la Roumanie est aujourd'hui, par son prestige et sa puissance, la nation qui va à la tête des peuples balkaniques. Mais l'année 1913 ne peut pas rester isolée. À cette année doit suivre une autre, tout aussi importante : une année qui donne à la Roumanie l'organisation intérieure nécessaire pour le rôle qu'elle vient de conquérir dans sa politique étrangère.»¹ Les mots du philosophe et député Constantin Rădulescu-Motru expriment nettement l'impact que l'intervention militaire en Bulgarie a eu sur la société roumaine.

Tout d'abord, dans l'espace public il y avait une préoccupation toujours plus visible pour des questions concernant la politique étrangère du Royaume de Roumanie, un sujet presque tabou pendant le règne du roi Charles I^{er}. Nous assistons à « un changement sérieux » dans cette direction, dans les conditions où,

¹ « Noua Revistă Română » (Bucarest), XV, nr. 3–4, 22–29 décembre 1913, p. 33.

jusqu'aux « récents événements des Balkans, la politique étrangère passionnait, en général, très peu » l'opinion publique². Il y a l'intérêt de « garder ce que nous avons acquis par les sacrifices accomplis », et maintenir cette nouvelle réalité représente « la question qui doit préoccuper essentiellement la politique étrangère roumaine »³. C'était toutefois le domaine où l'influence du souverain roumain était le plus directement affirmée ; « c'était, si l'on peut dire, sa chasse réservée »⁴. En pleine crise balkanique, on parle – il est vrai que sous la protection de l'anonymat – de « l'énorme erreur » de remettre la responsabilité de la politique étrangère du pays « sur le compte du roi », car, quelque génial qu'il soit, « jusqu'à la fin il n'est lui aussi qu'un homme ayant des problèmes liés au tempérament, à l'âge, à la santé etc. »⁵. Le souverain roumain souhaite, comme l'admet aussi le premier ministre conservateur Titu Maiorescu, peu de temps après la conclusion du Traité de Bucarest, « que ses ministres soient dans la politique étrangère plutôt des exécutants que des inspirateurs »⁶. De ce point de vue, dans les conditions de la première guerre balkanique, Maiorescu a représenté, pour Charles I^{er}, le premier ministre idéal et un excellent ministre des Affaires étrangères⁷. Entre les deux vieux hommes d'État existait une parfaite entente concernant la politique étrangère du pays – maintenir l'alliance défensive secrète conclue avec Vienne et Berlin, au mois d'octobre 1883. À l'époque il y a peu d'hommes politiques roumains qui sachent de l'existence de ce document. On ne nous dit, déclare le député Virgil Arion dans la réunion plénière de la Chambre des Députés, rien d'explicite en ce qui concerne la politique étrangère. « Nous ne savons pas qui sont nos relations; nous ne connaissons pas nos alliances ». Pour cette raison, « dans les moments difficiles nous nous démenons tous dans l'inconnu »⁸. Le futur premier ministre libéral, Ion I. C. Brătianu, apprendra du souverain roumain la raison pour laquelle, malgré sa fragilité, le cabinet Maiorescu a été maintenu au pouvoir : le renouvellement de la Triple Alliance, au début de l'année 1913, « car il (*le Roi* n.n.) savait que moi, je ne signerais pas »⁹. Il a existé, il est vrai, en plein processus de ratification, un moment de réserve de la part du souverain roumain. Charles I^{er} a accepté le prolongement de ce traité secret sous condition d'obtenir le soutien diplomatique de Vienne pour la solution de la dispute territoriale avec la Bulgarie. Cette hésitation a provoqué la stupéfaction de la diplomatie austro-hongroise, mais

² Ioan C. Filitti, *Politica externă a României și atitudinea ei în conflictul european*, București, 1915, p. 7.

³ N. Ștefănescu-Iacint, *Războiul româno-bulgar*, București, 1914, p. 146.

⁴ Baron Beyens, *L'avenir des petits États. II. La Roumanie*, « Revue des Deux Mondes », XLIII, 1918, p. 323.

⁵ Soveja, *Ofensiva națională*, București, 1913, p. 43.

⁶ Rudolf Dinu, *Diplomația Vechiului Regat. 1878–1914. Studii*, București, 2014, p. 36.

⁷ Z. Ornea, *Viața lui Titu Maiorescu*, vol. II, București, 1987, p. 230.

⁸ *Desbaterile Adunării Deputaților* (ci-après D.A.D.), Session ordinaire 1913–1914, nr. 10, 24 décembre 1913, Séance du 11 décembre 1913, p. 101.

⁹ Elisa Brătianu, Ion I.C. Brătianu, *Memorii involuntare*, édition par Marian Ștefan, București, 1999, p. 78.

le premier ministre Maiorescu a assuré que l'attitude de Charles I^{er} n'était autre chose que le résultat de l'état dépressif d'un roi âgé, irrité par l'agitation politique du pays¹⁰. Cette irritation est générée également par le sentiment que, pendant les guerres balkaniques, la Russie avait fait plus de choses pour les intérêts de la Roumanie que son alliée, l'Autriche-Hongrie. Dans une étude qui « a fait sensation et a été discutée ces jours-ci dans toute notre presse »¹¹, le recteur de l'Université de Iași accuse la politique « dépourvue de décision et de clarté » de l'Autriche, « notre ancienne alliée », laquelle « a déterminé en grande partie l'insuffisance et les erreurs » du cabinet Maiorescu pendant les guerres balkaniques¹². « La déception » que provoque l'attitude de la diplomatie viennoise durant la période 1912 – 1913 dans les cercles politiques de Bucarest est tellement forte qu'elle sera invoquée aussi dans le texte de la déclaration de guerre que remettra le ministre roumain à Vienne, en août 1916¹³.

Malgré cela, conséquent avec la ligne générale de sa politique étrangère, le souverain roumain gardera jusqu'à la fin de sa vie son option pour la Triplice. Le traité d'alliance subsiste, même si pour le comte Czernin, le dernier ministre de l'Autriche-Hongrie en Roumanie, il ne représente plus qu'une « chose morte »¹⁴ après le Traité de Bucarest. Une impression partagée par son homologue britannique qui remarque, dans l'été 1913, l'existence, au sein de la société bucarestoise, d'un « sentiment général » favorable à une politique étrangère indépendante, fondée « seulement sur ses propres intérêts »¹⁵. Take Ionescu, ministre de l'Intérieur, est convaincu que la politique étrangère du pays aura « un caractère beaucoup plus actif que jusqu'à présent »¹⁶. On parle de la résurrection des sentiments patriotiques des Roumains et de l'accomplissement de leur idéal national. « Après 1913, le peuple roumain n'entendait plus parler que d'une Grande Bulgarie, d'une Grande Serbie, d'une Grande Grèce. Pourquoi pas une Grande Roumanie aussi? »¹⁷ Par conséquent, « notre réussite a été pour les autres Roumains, pour ceux qui se trouvent au-delà des frontières, une occasion inspirant

¹⁰ Titu Maiorescu, *România, războaiele balcanice și Cadrilaterul*, édition par Stelian Neagoe, București, 1995, p. 77–78.

¹¹ Tudor Arghezi, *Opere. III. Publicistică (1896–1913)*, édition par Mitzura Arghezi et Traian Radu, București, 2003, p. 1186.

¹² C. Stere, *Rezultatele tratatului din București*, « Viața Românească » (Jassy), XVIII, nr. 7 et 8, juillet–août 1913, p. 194.

¹³ Mareșal Alexandru Averescu, *Notițe zilnice din război. 1914–1916 (Neutralitatea)*, București, 1937, p. 230.

¹⁴ Count Ottokar Czernin, *In the World War*, London, New York, Toronto and Melbourne, 1919, p. 80.

¹⁵ G.P. Gooch, Harold Temperley (ed.), *British Documents on the Origins of the War. 1898–1914* (ci-après B.D.O.W), vol. IX. *The Balkan Wars. Part II. The League and Turkey*, London, 1934, p. 996, C. Barclay to Sir Edward Grey, Bucharest, August 25, 1913.

¹⁶ *Desbaterile Senatului* (ci-après D.S.), *Session ordinaire 1913–1914*, nr. 5, 12 décembre 1913, Séance du 4 décembre 1913, p. 54.

¹⁷ Vasile Th. Cancicov, *Impresii și păreri personale din timpul războiului României*, vol. I, București, 1921, p. VIII.

des espoirs à l'avenir et une exhortation à la lutte pour une cause commune »¹⁸. Ce sentiment est ressenti tout aussi fortement par les Roumains de Transylvanie, animés par l'effet de la campagne militaire de Bulgarie, à savoir de régénération de « toute l'âme roumaine ». En conclusion, « une nouvelle conscience, aux horizons plus audacieux, s'est éveillée à la vie ». Pour cette considération, la politique étrangère de la Roumanie « ne pourra plus être dirigée en secret, par une seule personne », mais devra « être confiée à la conscience civique » et guidée « exclusivement par les grands intérêts nationaux des Roumains »¹⁹.

À quelques heures seulement après la conclusion du traité de paix de Bucarest, l'académicien A. D. Xenopol identifiait une nouvelle provocation pour les gouvernants roumains : la nécessité d'une harmonie entre le succès obtenu dans la politique étrangère et « les besoins intérieurs », apparus après la campagne militaire de Bulgarie²⁰. On parle ouvertement de l'importance de la démocratisation du pays, « par des réformes honnêtes », de manière à ce que la politique étrangère du pays puisse s'appuyer sur « une politique de l'intérieur consolidée »²¹. Si la Roumanie n'avait pas à résoudre des questions intérieures vitales, affirme un influent journaliste de Bucarest, « nous n'hésiterions pas à propager l'idée d'une occupation et de l'annexion de toute la région des Balkans à la Roumanie »²².

Pour avoir un rôle décisif dans la région, remarque le chef des libéraux, Ion I.C. Brătianu, la Roumanie a « le devoir impérieux » d'assurer, par des réformes sociales, militaires et économiques « les conditions nécessaires à son existence et à son progrès »²³. Les quelques semaines passées en Bulgarie ont eu « la plus forte influence » sur les paysans roumains sous les armes²⁴. Les choses vues peuvent être résumées par la formule « terre et vote »²⁵. Le fait que « le Bulgare possède des terres et qu'il est bien aisé », aussi bien que l'attention prêtée à l'entretien des écoles dans les villages bulgares sont des réalités qui ne peuvent pas être ignorées. Étant donné que pendant cette campagne militaire « la Bulgarie a été parcourue par tant de Roumains éclairés », on espère que « les enseignements que nous pouvons tirer de l'expérience de nos voisins » ne resteront pas « sans résultats »²⁶. Les hommes politiques roumains qui participent à la campagne militaire de l'été 1913 deviennent conscients de ce besoin de changement, y compris au gouvernement.

¹⁸ C. Demetrescu, *Pacea de la București*, « Calendarul Minervei pe 1914 », București, s.a., p. 100–101.

¹⁹ « Luceafărul » (Sibiu), XII, nr. 17, 1 septembre 1913, p. 521.

²⁰ « Universul » (București), XXXI, nr. 206, 29 juillet 1913.

²¹ « Luceafărul », XII, nr. 17, 1 septembre 1913, p. 522.

²² Tudor Arghezi, *op. cit.*, p. 1149.

²³ George Fotino, *Discursurile lui Ion I.C. Brătianu*, Vol. IV (25 februarie 1913 – 1 noiembrie 1918), București, 1940, p. 46.

²⁴ N. Iorga, *Supt trei regi*, 2^e édition, București, 1932, p. 164.

²⁵ « Viața Românească », XVIII, nr. 7 et 8, juillet–août 1913, Iași, p. 222.

²⁶ Virgil Coman (éd.), *Campania militară a României din 1913. O istorie în imagini, documente și mărturii de epocă / Romania's military campaign in 1913. A history in images, documents and epoch testimonials*, București, 2013, p. 154, 164.

Persuadés du fait que les réformés « ne peuvent être ajournées même pas un seul moment »²⁷, les libéraux préparent leur arrivée au pouvoir. On discute, en premier lieu, de la nécessité d'une réforme électorale, à savoir de « l'élargissement du droit de vote », par l'introduction du vote universel²⁸. Trois semaines plus tard, Ion I.C. Brătianu lance le débat public sur le projet de l'expropriation des grandes propriétés foncières comme une solution de la question agraire du Royaume de Roumanie. Ce programme de réformes « courageuses et radicales », par lequel on vise la modification du système électoral et l'amélioration de la situation matérielle des paysans, est perçu comme la réponse des libéraux au succès obtenu par le gouvernement conservateur grâce au Traité de Bucarest²⁹. Même si on le considère un vrai coup politique³⁰, le mouvement des libéraux est anticipé par le Premier ministre Titu Maiorescu. À deux semaines seulement après la conclusion du Traité de Bucarest, Maiorescu discute avec le roi Charles I^{er} de sa retraite du gouvernement, « vers la fin du mois de décembre, pour éviter les révoltes paysannes » provoquées par les libéraux³¹. Si au gouvernement conservateur a échoué la responsabilité de résoudre la crise extérieure des années 1912–1913, « le Parti Libéral ne voulait pas avoir moins de succès dans la résolution »³² de la dispute intérieure apparue comme résultat « d'une évolution naturelle de nos idées de gouvernement »³³. C'était inévitable que le succès de la politique menée par le Premier ministre Titu Maiorescu pendant les guerres balkaniques – à laquelle les libéraux avaient refusé de participer – eût blessé l'orgueil politique du chef du principal parti d'opposition³⁴. Au lieu « de nous réjouir tous du succès qui n'appartenait pas seulement au gouvernement, mais à tous les Roumains », on a préféré d'examiner et analyser chaque action du cabinet Maiorescu, rien que pour y trouver quelque chose à critiquer³⁵. Derrière une campagne de presse « odieuse », certains conservateurs voient le mécontentement des libéraux « provoqué par le fait qu'on eût réalisé quelque chose dans la Roumanie moderne sans eux ». On parle d'un « contraste frappant » entre les succès de la politique étrangère et « l'infamie » des disputes intérieures. « Ce fut le destin de la Roumanie d'avoir aussi à traverser, pendant la glorieuse année 1913, une époque triste » du point de

²⁷ I.G. Duca, *Amintiri politice*, vol. I, München, 1981, p. 9.

²⁸ « Universul », XXXI, nr. 212, 4 août 1913.

²⁹ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 10, 24 décembre 1913, Séance du 13 décembre 1913, p. 122.

³⁰ Constantin Bacalbaşa, *Bucureşti de altădată. 1910–1914*, vol. IV, 2^e édition, Bucureşti, 1936, p. 155–156.

³¹ Titu Maiorescu, *România și războiul mondial. Însemnări zilnice inedite*, édition par Stelian Neagoe, Bucureşti, 1999, p. 10.

³² Constantin Argetoianu, *Memorii pentru cei de mâine. Amintiri din vremea celor de ieri*, vol. I–II, édition par Stelian Neagoe, Bucureşti, 2008, p. 237.

³³ « Viața Românească », XVIII, nr. 7 et 8, juillet–août 1913, p. 221.

³⁴ Ion Novăcescu, *Ion I.C. Brătianu. Concepție și management politic*, Cluj Napoca, 2011, p. 229.

³⁵ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, Nr. 11, 29 décembre 1913, Séance du 14 décembre 1913, p. 125–126

vue des mœurs politiques³⁶. « Au lieu que la voix de la presse s'élève pour maintenir l'enthousiasme » provoqué par la mobilisation de l'armée roumaine en vue de la campagne de Bulgarie, les journaux des partis « ne se gênent pas de dévoiler à l'étranger tous nos péchés et nos défauts et de dénigrer ainsi la valeur de nos actions »³⁷.

Le général Hârjeu, ministre de la Guerre, caractérise cette campagne de presse comme dépourvue de patriotisme, « injustifiée » et « injuste », laquelle « n'aurait pu être mieux organisée et dirigée si elle avait été payée par nos ennemis les plus acharnés ». Les coupables en sont « les loups affamés de pouvoir et les âmes ignobles », tous animés par leurs propres intérêts et par « la maladie de l'envie »³⁸. C'est « la politique du désastre », la seule exercée par de nombreux politiciens roumains, au nom de laquelle « il faut tout fouler aux pieds : dignité, décence, culture et idées »³⁹.

Les disputes politiques suscitées par les guerres balkaniques dans la société roumaine continuèrent également, avec la même passion, après la conclusion du traité de paix de Bucarest. À qui doit-on, donc, « les grandes journées que nous avons traversées dans la mémorable année 1913? »⁴⁰ C'est la question qui est sur toutes les lèvres et à laquelle on cherche une réponse tranchante : « au gouvernement ou à la chance? »⁴¹ Le conservateur-démocrate Take Ionescu est convaincu qu'on a écrit une page glorieuse, « beaucoup plus glorieuse que vous ne le croyiez »⁴². L'action diplomatique et militaire de la Roumanie, constate le libéral Constantin Stere, « a été couronnée par un succès si éclatant que toute tentative de critiquer peut sembler un sacrilège »⁴³. Après avoir joué à la guerre au-delà du Danube, note avec ironie sarcastique Constantin Argetoianu, « à Bucarest nous avons joué au Congrès de Vienne ». L'ex-diplomate admet, toutefois, que le traité de paix signé le 28 juillet/10 août 1913 représente « le moment culminant de notre politique d'avant la Grande Guerre », vu que le peuple roumain est apparu devant l'Europe « comme l'arbitre des peuples balkaniques »⁴⁴. Le discours triomphaliste de la presse conservatrice parle d'un pays qui avait gagné par le Traité de Bucarest « le prestige d'une nation puissante et redoutable », laquelle peut faire entendre sa voix à d'autres peuples. Sans tirer un coup de fusil, « à peu de sacrifices, la Roumanie a gagné, grâce à l'intelligence de ses hommes politiques, « terres, gloire, richesses ». Outre le territoire obtenu, les éloges faits au pays ont le mérite

³⁶ « Opinia » (Jassy), X, no. 2026, 3 novembre 1913.

³⁷ I.C. Filitti, *Jurnal*, Vol. I, 1913–1919, édition par Georgeta Filitti, Târgoviște, 2008, p. 34.

³⁸ General C.N. Hârjeu, *Studii și critice militare. Din învățămintele răsboaelor din 1913 și 1913–1918*, vol. I, București, 1921, p. 46.

³⁹ Tudor Arghezi, *op. cit.*, p. 1169.

⁴⁰ C. Demetrescu, *op. cit.*, p. 101.

⁴¹ I.G. Duca, *Cronica externă (Pacea)*, « Viața Românească », XVIII, nr. 7 et 8, juillet–août 1913, p. 200.

⁴² D.S., Session ordinaire 1913–1914, nr. 5, 12 décembre 1913, séance du 4 décembre 1913, p. 54.

⁴³ C. Stere, *op. cit.*, p. 184.

⁴⁴ Constantin Argetoianu, *op. cit.*, p. 231.

« d'avoir éveillé des sentiments endormis (...) d'avoir fait battre de nouveau très fort le cœur de ceux qui avaient commencé à oublier qu'ils étaient Roumains »⁴⁵. Dans le Parlement de Bucarest on parle des effets de la campagne militaire de Bulgarie : une plus grande confiance dans l'avenir et une plus forte solidarité entre les Roumains du Royaume et ceux trouvés encore sous domination étrangère. Le Traité de Bucarest, déclare le député Nicolae Iorga, « m'a fait plaisir pour le rôle que la Roumanie devait jouer depuis longtemps et qu'elle a finalement joué », à savoir celui d'être « les premiers »⁴⁶. C'est une réalité remarquée aussi par les diplomates étrangers : « La Roumanie parut devenir, dans l'été de 1913, ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : l'arbitre des Balkans »⁴⁷. Cette affirmation est soutenue également par les données statistiques. Ainsi, bien qu'il soit l'État qui, à la suite du Traité de Bucarest, a bénéficié de la plus petite extension, en termes de territoire et population, le Royaume de Roumanie est parvenu à garder, de ce point de vue, sa suprématie par rapport aux États balkaniques⁴⁸. L'hégémonie militaire et politique de la Roumanie représente, toujours selon Iorga, « une conséquence de la valeur ethnique » et culturelle du peuple roumain⁴⁹. Même le libéral I. G. Duca admet que ce « grand prestige moral » acquis pendant l'année 1913 permettra à la Roumanie, « si elle sait s'en servir à l'avenir », de rester le facteur décisif dans la Péninsule Balkanique⁵⁰. Cette constatation n'empêche pas le député libéral d'analyser, quelques mois plus tard, la politique étrangère du cabinet Maiorescu pendant les guerres balkaniques, pour établir à quel point le succès de celle-ci est dû à son « mérite » ou « seulement à un heureux concours de circonstances »⁵¹. Si, avant la mobilisation, la politique du cabinet conservateur était « faible, douteuse, privée de conviction », après la mobilisation elle n'est plus rien d'autre que « la politique de l'opinion publique »⁵².

En dépit de toutes les discussions sur ce thème, note dans son journal l'ex-secrétaire de la Conférence de Paix de Bucarest, « tout le monde est pourtant d'accord de faire l'éloge de l'activité étrangère de Maiorescu *depuis la mobilisation jusqu'à présent* »⁵³. La même politique du cabinet Maiorescu, blâmée par les libéraux, est jugée par les leaders conservateurs comme la principale explication du succès « brillant » obtenu à la suite du Traité de Bucarest, qui a augmenté « le territoire et le prestige de la Roumanie ». On fait l'éloge de la

⁴⁵ « Opinia », X, no. 1962, 17 août 1913.

⁴⁶ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 10, 24 décembre 1913, Séance du 13 décembre 1913, p. 118.

⁴⁷ Baron Beyens, *op. cit.*, p. 332.

⁴⁸ Pour plus de détails voir l'étude parue dans « Noua Revistă Română », XV, nr. 5, 5 janvier 1914, p. 57.

⁴⁹ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 10, 24 décembre 1913, Séance du 13 décembre 1913, p. 118.

⁵⁰ I.G. Duca, *op. cit.*, p. 200.

⁵¹ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 13, 10 janvier 1914, Séance du 17 décembre 1913, p. 197.

⁵² Idem, nr. 11, 29 décembre 1913, Séance du 14 décembre 1913, p. 126.

⁵³ I.C. Filitti, *op. cit.*, p. 27.

capacité du gouvernement d'obtenir, « avec un minimum des sacrifices possible, les plus importants avantages ; en résistant quand il fallait résister, en insistant quand il fallait insister »⁵⁴. Non seulement l'habileté diplomatique de Titu Maiorescu, mais aussi la maturité des membres de son gouvernement sont jugées des exemples à suivre, car ceux-ci ont réussi à mettre les intérêts du pays au-dessus des questions personnelles et de parti, pour obtenir « cette victoire étonnante qui nous a apporté les éloges du monde entier »⁵⁵. La cohésion évoquée du gouvernement conservateur est, bien sûr, une image déformée par l'éclat du Traité de Bucarest. Les notes quotidiennes des ministres Maiorescu et Alexandru Marghiloman, qui parlent de la fragilité gouvernementale et des orgueils indomptables de beaucoup des membres de ce cabinet conservateur, sont éloquents de ce point de vue. Désirant consolider le système de gouvernement par l'alternance au pouvoir des deux grandes formations politiques, le roi Charles I^{er} a jugé que le Parti Conservateur devait être renforcé par un important succès à l'étranger, pour maintenir vivante la concurrence avec le Parti Libéral⁵⁶. Le gouvernement de collaboration conservatrice, dirigé par Titu Maiorescu, a limité toute son activité à la solution stricte des problèmes que le déclenchement de la crise balkanique avait soulevés en Roumanie. Par conséquent, on peut comprendre « l'ivresse » provoquée par le seul succès du gouvernement conservateur, d'autant plus que la retraite du cabinet Maiorescu, pour faire place aux libéraux, devient de plus en plus évidente. Toutefois, en ce qui concerne ce transfert de pouvoir, ce sont Titu Maiorescu et le roi Charles I^{er} qui ont le dernier mot. C'est pourquoi les attaques des libéraux sont jugées le résultat de « leurs propres fautes tactiques »⁵⁷ du temps du conflit balkanique, aussi bien que de leur impatience, une « maladie » caractéristique des partis qui ne se trouvent pas au pouvoir⁵⁸. Pour certains conservateurs, le lancement par les libéraux d'un programme de réformes ne vise autre chose que « déconcerter les gens » après la conclusion du Traité de Bucarest⁵⁹. Mais il est évident que la société roumaine se trouve en face des transformations inévitables. Celui qui « travaille pour la vigueur nationale, fait la meilleure politique étrangère », justifie Ion I. C. Brătianu les réformes qu'il avait annoncées⁶⁰. La majorité conservatrice ne revendique pas son « droit aux réformes intérieures », ainsi qu'il est « normal qu'elle s'en aille du pouvoir » et fasse place à ceux qui se sont engagés à les réaliser⁶¹. « La Roumanie ne peut être grande à

⁵⁴ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 2, 20 novembre 1913, Séance du 18 novembre 1913, p. 3.

⁵⁵ Idem, Nr. 10, 24 décembre 1913, Séance du 12 décembre 1913, p. 104.

⁵⁶ Constantin Argetoianu, *op. cit.*, p. 241.

⁵⁷ Titu Maiorescu, *op. cit.*, p. 10.

⁵⁸ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 10, 24 décembre 1913, Séance du 12 décembre 1913, p. 104.

⁵⁹ Constantin Argetoianu, *op. cit.*, p. 241.

⁶⁰ George Fotino, *op. cit.*, p. 55.

⁶¹ «Opinia», an X, no. 2066, 24 décembre 1913.

l'extérieur que dans la mesure où elle est forte dans l'intérieur », et le succès du Traité de Bucarest précipite « la solution de notre question sociale ». Soyez la force qui pousse le pays en avant, s'adresse le conservateur-démocrate Nicolae Titulescu à ses collègues libéraux, car « nous serons la force qui l'élèvera »⁶². Les succès de la politique étrangère du cabinet Maiorescu sont insuffisants pour mettre fin aux disputes entre les diverses factions conservatrices⁶³. Excédé par les disputes entre les membres de l'élite conservatrice, Titu Maiorescu ne veut plus prolonger l'existence du gouvernement de collaboration avec le Parti Conservateur Démocrate. « Fatigué » et « dégoûté », le vieux Premier ministre prépare sa retraite de la vie politique⁶⁴, même s'il accepte, après beaucoup d'hésitations et sous certaines conditions, la direction du Parti Conservateur. Rendu profondément malheureux par la maladie de sa femme, il ne souhaite plus que la liquidation honorable de la gestion du gouvernement qu'il dirige⁶⁵. Maiorescu a l'ambition « de s'en aller du pouvoir en gardant le prestige intact du chef de gouvernement qui avait étendu le territoire du pays et l'avait mis à la tête des États du sud-est de l'Europe »⁶⁶. Par conséquent, il s'occupe de la rédaction et la publication du *Livre Vert*, contenant une partie de la correspondance diplomatique échangée pendant les guerres balkaniques, aussi bien que certains rapports adressés au roi Charles I^{er}. Ces documents ont pour but de montrer aux parlementaires roumains l'évolution de la politique étrangère de son cabinet durant la crise balkanique⁶⁷. C'est une démarche difficile, étant donné que beaucoup de documents ont un caractère confidentiel⁶⁸. Les libéraux lui reprocheront que, par l'intermédiaire de cet « habile agencement de notes diplomatiques et de réflexions personnelles », il essaie de prouver que, pendant la dernière crise balkanique, sa politique étrangère n'a pas été déterminée par les événements en déroulement qu'il avait anticipés⁶⁹. Le Premier ministre Titu Maiorescu déclare que c'était son obligation constitutionnelle de faire publier le *Livre Vert*, pour donner ainsi aux parlementaires la possibilité de juger, à partir des documents publiés, l'activité de son cabinet. Se soustraire à une telle responsabilité aurait représenté « la ruine du système constitutionnel »⁷⁰. Par conséquent, le fait de soumettre le Traité de la Paix de Bucarest à l'approbation des deux chambres du Parlement roumain donne naissance à des discussions animées sur la politique étrangère du pays. C'est une vraie première pour le Royaume de

⁶² D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 15, 15 janvier 1914, Séance du 20 décembre 1913, p. 240.

⁶³ Pour plus de détails, voir Ion Bulei, *Conservatori și conservatorism în România*, București, 2000, p. 409–422.

⁶⁴ Titu Maiorescu, *op. cit.*, p. 27.

⁶⁵ Z. Ornea, *op. cit.*, p. 244.

⁶⁶ Constantin Argetoianu, *op. cit.*, p. 249.

⁶⁷ D.S., Session ordinaire 1913–1914, nr. 15, 11 décembre 1913, Séance du 3 décembre 1913, p. 40.

⁶⁸ Titu Maiorescu, *op. cit.*, p. 15.

⁶⁹ I.G. Duca, *Amintiri politice*, p. 13.

⁷⁰ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 18, 23 janvier 1914, Séance du 23 décembre 1913, p. 406.

Roumanie. Une occasion pour Titu Maiorescu de rappeler à Ion I. C. Brătianu, pendant des débats parlementaires animés, que ce n'est pas souhaitable de condamner l'intervention de Charles I^{er} dans «les questions étrangères», domaine où le roi est «le représentant de l'État» ayant la plus grande autorité⁷¹.

En ce qui concerne la politique étrangère, déclare le conservateur-démocrate Take Ionescu, les seules choses qui intéressent la nation sont les succès obtenus et le prix payé pour eux. «Je ne connais dans l'histoire aucune circonstance» où quelqu'un ait payé moins qu'a payé la Roumanie pour les résultats obtenus par le Traité de Bucarest⁷². Une réalité dont le successeur de Maiorescu tiendra compte, lui aussi, pendant les négociations en vue de l'entrée du pays dans la Grande Guerre. Seulement qu'«on ne gagne pas deux fois dans la vie le grand lot», à savoir qu'on essaie d'obtenir quelque chose, sans rien risquer, «comme en 1913»⁷³, quand on a réalisé «une partie de notre idéal national»⁷⁴. Jusqu'alors, conséquent avec ses convictions, Ion I.C. Brătianu avait jugé qu'il n'existe pas «une meilleure politique étrangère que de consolider de manière saine et solide les pouvoirs intérieurs de l'État». «Donnez-moi une situation économique et sociale florissante», déclare le leader libéral, «et je vous garantis que, même dans les mains des incapables, la situation extérieure de l'État sera forte»⁷⁵. Pour cette raison, lorsqu'il annonce la démission de son cabinet, le premier ministre Titu Maiorescu jugea avantageuse l'arrivée des libéraux au pouvoir, sinon pour «de nouvelles réalisations», au moins pour «de nouveaux espoirs»⁷⁶. La conclusion de ces débats est évidente : «pour que nous ne soyons plus obligés de dépenser à la hâte des millions, pour la préparation de l'armée», et «pour que notre diplomatie soit toujours vigilente»⁷⁷.

Dans cette dispute parlementaire sera invoquée aussi, avec ses avantages et ses désavantages, l'appartenance à la race latine. Nous avons une mauvaise habitude, déclare un député roumain : «nous ne nous connaissons pas et nous nous adressons trop des critiques l'un à l'autre». Il a fallu que survienne le Traité de Bucarest pour que nous puissions voir, «nous aussi, quelle énergie a le peuple roumain»⁷⁸. Jusqu'à la crise balkanique, est d'avis Nicolae Titulescu, «notre rôle historique a été de prouver, de nouveau, dans cette partie de l'Europe, la vitalité de la race». Désormais, notre rôle historique sera celui de prouver, de nouveau, sa force de progresser⁷⁹. Ce n'est pas un hasard si dans la Chambre des Députés est

⁷¹ D.S., Session ordinaire 1913–1914, nr. 15, 11 décembre 1913, Séance du 3 décembre 1913, p. 40.

⁷² Idem, nr. 5, 12 décembre 1913, Séance du 5 décembre 1913, p. 54.

⁷³ Alexandru Marghiloman, *Note politice. 1897–1924*, vol. I. 1897–1915, București, 1927, p. 470.

⁷⁴ D.S., Session ordinaire 1914, nr. 29, 13 avril 1914, Séance du 30 mars 1914, p. 364.

⁷⁵ George Fotino, *op. cit.*, p. 68.

⁷⁶ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 18, 23 janvier 1914, Séance du 23 décembre 1913, p. 406.

⁷⁷ Idem, nr. 12, 1 janvier 1914, Séance du 16 décembre 1913, p. 141.

⁷⁸ *Ibidem*, p. 143.

⁷⁹ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 15, 15 janvier 1914, Séance du 20 décembre 1913, p. 233.

évoquée « la force morale » de la Roumanie qui n'a eu recours aux armes « que le jour où elle pouvait le faire au nom de la civilisation et de l'ordre dans les Balkans »⁸⁰. Dans l'automne 1913, on éprouve dans la société roumaine un sentiment agréable : « il est si beau et bien d'appartenir à un pays fort et redoutable et à un peuple capable de prendre dans toute circonstance des attitudes majestueuses et victorieuses »⁸¹.

L'importance politique d'un État est directement proportionnelle à son pouvoir militaire. La guerre est celle qui dévoile « l'organisation, les forces et les faiblesses, les qualités et les défaillances d'une armée »⁸². C'est pourquoi, « quelle que soit la chance que nous avons eue, quelles que soient la finesse et l'habileté démontrées par M. Maiorescu pendant la deuxième guerre balkanique », on ne serait pas arrivés au Traité de Bucarest « si on n'avait pas eu notre admirable armée »⁸³. Ce traité de paix « place la Roumanie à la tête des autres peuples et la désigne comme une grande puissance militaire »⁸⁴. Une impression partagée par la presse française, ce qui détermine le ministre de la Guerre à noter dans son journal : « Quels beaux jours nous vivons ! Je remercie Dieu de m'avoir aidé à voir mon pays si haut placé. »⁸⁵ L'opinion générale est que l'extension territoriale obtenue par la Roumanie pendant l'été 1913 est due à la volonté divine « et à la force de notre armée »⁸⁶. C'est un succès obtenu « grâce à la prudence, à la patience et à la fermeté manifestée au moment décisif », ainsi qu' « au magnifique élan de l'armée »⁸⁷. Il est vrai que non seulement « la force de notre armée » explique « la facilité de la victoire », mais aussi « l'épuisement total » de notre adversaire⁸⁸. Même s'il n'y a pas eu de batailles sanglantes, le roi Charles I^{er} apprécie que l'armée, « notre bouclier et notre gloire », a fait preuve pendant la campagne de Bulgarie « de vraies qualités guerrières »⁸⁹. La nation a besoin « d'une armée puissante, sur laquelle comptent ceux qui parlent au nom du pays »⁹⁰. Une nouvelle dispute est lancée dans l'espace public roumain, cette fois-ci sur les qualités et les défauts de l'armée roumaine, mis en évidence pendant la campagne de Bulgarie.

Si l'intervention militaire de l'été 1913 n'avait pas eu lieu, « notre idéal national » aurait été propulsé « brutalement » vers un avenir dépourvu de

⁸⁰ Idem, nr. 8, 13 décembre 1913, Séance du 5 décembre 1913, p. 57.

⁸¹ Tudor Arghezi, *op. cit.*, p. 1293.

⁸² Gheorghe Tătărescu, *Mărturii pentru istorie*, édition par Sanda Tătărescu-Negropones, București, 1996, p. 1.

⁸³ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 12, 1 janvier 1914, Séance du 16 décembre 1913, p. 139.

⁸⁴ « Opinia », X, 1962, 17 août 1913

⁸⁵ General C.N. Hârjeu, *op. cit.*, p. 40.

⁸⁶ Prof. G. Murgoci, *Țara Nouă. Dobrogea sudică și Deliormanul*, București, 1913, p. 5.

⁸⁷ Constantin C. Giurescu (éd.), *Cuvântările Regelui Carol I. 1866–1914*, vol. II. 1887–1914, București, 1939, p. 477.

⁸⁸ George Fotino, *op. cit.*, p. 53.

⁸⁹ Cuvântările Regelui Carol I, p. 475–477.

⁹⁰ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 11, 29 décembre 1913, Séance du 14 décembre 1913, p. 126.

certitude⁹¹. Il est vrai que cette intervention aurait pu être réalisée dans de meilleures conditions. Comme le constate l'ex-attaché militaire roumain à Sofia, le sort de cette campagne militaire eût été tout autre « si les Bulgares n'avaient pas été attaqués de toutes parts et mis au pied du mur ». L'armée roumaine est entrée dans la guerre « pas très bien préparée », et lorsque le choléra a éclaté « tout le monde a perdu la tête »⁹². L'apparition du choléra n'a pas représenté « un simple incident », mais doit être considérée « un couronnement symbolique » des « décennies de légèreté, de négligence et d'incapacité dans le gouvernement du pays »⁹³. On juge la classe politique responsable pour l'insuffisante préparation de l'armée roumaine. La valeur d'une armée ne consiste pas seulement dans les millions dépensés pour son équipement, mais dépend tout d'abord de son organisation. Dans l'espace public survient un nouveau motif de disputes acharnées : qui a donné à l'armée roumaine l'organisation dont nous nous vantons aujourd'hui ? Même si on ne veut pas mêler « l'armée dans nos discussions passionnées de parti »⁹⁴, aussi bien les libéraux que les conservateurs assument des mérites exclusifs pour « l'illusion que nous avons une armée »⁹⁵. La faute appartiendrait non seulement aux politiciens, mais aussi aux généraux préoccupés des disputes politiques plutôt que de la défense « des intérêts sacrés de l'armée »⁹⁶. Une réalité confirmée pendant la campagne militaire de Bulgarie par la présence de certains hommes politiques près du commandement des divisions roumaines, qui essayaient de réunir autour d'eux le plus grand nombre d'officiers « pour en venir à diriger un beau jour l'armée »⁹⁷. Un de ces officiers décrira, plus tard, de manière extrêmement plastique cet état de choses : « Tout pour l'urne, rien, ou presque rien pour la défense nationale »⁹⁸.

Si, selon l'avis de certains, l'armée roumaine s'est présentée « admirablement » et la campagne de Bulgarie représente « une page brillante d'histoire militaire dont tout peuple pourrait se faire gloire », beaucoup d'autres voix attirent l'attention sur le fait que l'armée n'est pas « préparée pour la victoire »⁹⁹. Les libéraux ont la conviction que l'armée doit être renforcée à tout prix, car « les privations étaient si sérieuses que, si on avait été forcés de lutter en Bulgarie et non de faire seulement une promenade triomphale, on aurait eu des surprises douloureuses »¹⁰⁰. Ces privations, surtout en ce qui concerne les services d'intendance et sanitaire, font

⁹¹ C. Demetrescu, *op. cit.*, p. 96.

⁹² General G.A. Dabija, *Amintiri din cariera militară, 1893–1920. Oameni, tipuri, obiceuri, năravuri și sisteme de altă dată*, Bibliothèque de l'Académie Roumaine, Section Manuscrits, A 1710, p. 355.

⁹³ Constantin Argetoianu, *op. cit.*, p. 227.

⁹⁴ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 13, 10 janvier 1914, Séance du 18 décembre 1913, p. 199.

⁹⁵ Constantin Argetoianu, *op. cit.*, p. 207.

⁹⁶ « Viața Românească », IX, 1914, nr. 1 (janvier), p. 114.

⁹⁷ General C.N. Hârjeu, *op. cit.*, p. 44.

⁹⁸ General I. Culcer, *Note și cugetări asupra campaniei din 1916, în special asupra operațiunilor Armatei I-a*, Iași, 1918, p. 39.

⁹⁹ Gheorghe Tătărescu, *op. cit.*, p. 2.

¹⁰⁰ I. G. Duca, *op. cit.*, p. 9.

l'objet d'une campagne de presse virulente que les gouvernants considèrent « cynique »¹⁰¹. Ce ne sont pas les libéraux qui ont la qualité et le droit « de dénoncer les privations de l'armée dont ils sont les premiers coupables »¹⁰². Persuadés, par certains officiers roumains, du mal que cette campagne politique pourrait faire à l'armée, les libéraux vont modifier leur stratégie politique. « La campagne a continué sous une forme plus juste, en attaquant au parlement le Gouvernement, pas l'armée »¹⁰³. Une armée moderne a besoin non seulement de fonds d'équipement, mais aussi d'un moral d'acier. Vintilă Brătianu, l'un des coordinateurs de cette campagne de presse, parle du rôle que l'école doit jouer dans la formation d'une armée puissante, « en développant la conscience d'un passé glorieux » et « d'une grande mission à l'avenir ». De plus, il faut insuffler à la jeune génération, dès la période scolaire, le culte du travail, car « un peuple qui ne travaille pas ne peut pas former une armée solide »¹⁰⁴. Ce n'est pas un hasard si le conservateur Constantin Argetoianu allait considérer la campagne militaire de Bulgarie comme « un grand malheur », vu que le succès facile n'avait fait rien d'autre que confirmer « nos habitudes de prendre tout à la légère »¹⁰⁵. Nicolae Iorga mettra lui aussi sur le compte de « l'ancienne manière de vivre » l'indifférence du futur gouvernement libéral à l'égard de la formation d'une telle armée, « plus nombreuse, plus obéissante et plus enthousiaste » que celle qui répond strictement « aux exigences de la technique moderne »¹⁰⁶. On remet ainsi sur le tapis l'ancienne crainte que « notre organisation militaire souffre du manque d'un idéal national ». Le caractère défensif de l'organisation de l'armée roumaine est considéré une cause importante du fait qu'on ne maintient et qu'on « ne ranime pas suffisamment la flamme du patriotisme »¹⁰⁷. Dans ces conditions, il est explicable que des hommes politiques tels Take Ionescu vont considérer la campagne militaire de Bulgarie comme « la première pierre posée à l'édifice de notre confiance absolue en nous-mêmes », de la confiance des Roumains trouvés sous domination étrangère « dans notre force et du monde entier dans nos possibilités »¹⁰⁸. Les circonstances que nous vivons, écrit Gheorghe Tătărescu, au mois d'août 1913, nous imposent d'avoir une organisation militaire extrêmement forte. Pour cette raison, « la question de la consolidation de notre armée est la première question nationale de notre peuple ». Nous ne devons pas manifester des aspirations agressives, mais, si nous voulons conserver notre place et avoir encore

¹⁰¹ General C.N. Hârjeu, *op. cit.*, p. 42.

¹⁰² I.C. Filitti, *op. cit.*, p. 34.

¹⁰³ Général Radu R. Rosetti, *Mărturisiri*, II, București, 1941, p. 94.

¹⁰⁴ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 15, 15 janvier 1914, séance du 20 décembre 1913, p. 230.

¹⁰⁵ Constantin Argetoianu, *op. cit.*, p. 206.

¹⁰⁶ N. Iorga, *op. cit.*, p. 167.

¹⁰⁷ Din trecutul „României Militare”. Cu prilejul comemorării a șaptezeci și cinci de ani de la apariția ei în viața armatei. 1864–1939, București, 1939, p. 189.

¹⁰⁸ Take Ionescu, *Amintiri. Discursuri pentru România Mare*, édition par Nicolae Șerban Tanașoca, București, 2005, p. 174.

une raison d'être dans ce coin de l'Europe, nous ne pouvons pas renoncer au droit « d'avoir voix au chapitre au moment où l'on va achever ce qu'il y a encore à faire au-delà et en deçà de nos montagnes »¹⁰⁹. L'allusion à l'annexion, par la voie des armes, des territoires habités par les Roumains trouvés sous domination étrangère est tranchante.

Avant le mois d'août 1913, observe le comte Czernin, l'opinion générale des autorités de Bucarest « était que, sans l'aide d'un grand État, la Roumanie n'obtiendra rien ». Le fait d'avoir gagné si facilement une nouvelle province « a réprimé complètement l'ancien sentiment de dépendance, faisant place à un exubérant sentiment d'orgueil ». Pendant la crise balkanique, les gouvernants de Bucarest ont joué le tout pour le tout et ont gagné, de sorte que, du point de vue psychologique, « il est facile de comprendre que les notions de *chance* et *succès obtenu par le travail* soient confondues »¹¹⁰. La campagne militaire de l'été 1913 non seulement a inspiré aux Roumains la confiance dans leurs propres forces, mais a provoqué aussi, comme le constate Stanislas Poklewsky-Koziell, le nouveau ministre russe à Bucarest, une intensification des sentiments irrédentistes, surtout dans les cercles militaires¹¹¹. Un diplomate austro-hongrois parle même de « l'ivresse momentanée » provoquée par l'idée « La Roumanie *farà da se* », c'est-à-dire de la totale indépendance du Royaume roumain dans le domaine de la politique étrangère¹¹². Dans une époque où les petits États de la Péninsule Balkanique poursuivent l'accomplissement maximal de leurs propres idéaux nationaux, « l'appétit vient en mangeant »¹¹³ et, de ce point de vue, le Royaume de la Roumanie ne fait pas exception. La campagne de Bulgarie, « résultat des douloureux tourments, d'une vraie crise de conscience », occasionne un renforcement du sentiment national roumain, « les énergies du peuple étant intensifiées, *ici* aussi bien qu'*au-delà des montagnes* ». Une seule chose est certaine, on déclare dans la Chambre des Députés: « ce que le peuple roumain a supporté jusqu'à présent *là-bas*, ce que la Roumanie a supporté jusqu'hier *ici*, elle ne le supportera plus à l'avenir »¹¹⁴. L'irritation provoquée par la tentative échouée de la diplomatie viennoise de réviser le Traité de Bucarest, ce qui représentait une grave atteinte au prestige de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, est donc évidente. Seulement que, dans les cercles diplomatiques, cette démarche de Vienne a été perçue comme « une offense personnelle » à l'adresse du vieux Roi Charles

¹⁰⁹ Gheorghe Tătărescu, *op. cit.*, p. 18.

¹¹⁰ Pour plus de détails voir le rapport d'Ottokar Czernin envoyé, le 8 janvier 1914, au comte Berchtold, publié dans *1918 la români. Desăvârșirea unității național-statale a poporului român. Documente externe. 1879–1916*, vol. I, București, 1983, p. 387–392.

¹¹¹ *Международные отношения в эпоху империализма* (ci-après МОЭИ), Серия III. 1914–1917 гг., Т. I, Москва/Ленинград, 1931, с. 100.

¹¹² *1918 la români*, p. 385.

¹¹³ Ernst Christian Helmreich, *The Diplomacy of the Balkan Wars. 1912–1913*, London, 1938, p. 455.

¹¹⁴ D.A.D, Session ordinaire 1913–1914, nr. 10, 24 décembre 1913, Séance du 11 décembre 1913, p. 101.

I^{er}, « fier à juste titre du rôle d'arbitre des Balkans que des circonstances heureuses lui avaient dévolu »¹¹⁵. Il s'agit également de la révolte que provoque dans la société roumaine la politique du gouvernement de Budapest « de conserver à la Hongrie le caractère d'État unitaire, malgré la nationalité différente de plus de la moitié de sa population, par des mesures de dénationalisation »¹¹⁶. Sans l'intervention politique de l'Allemagne dans la crise balkanique, affirme le roi Charles I^{er}, les rapports de Bucarest avec Vienne auraient été définitivement compromis¹¹⁷. Les plans d'opération du Grand État-Major Roumain reflètent ce changement d'attitude. Si jusqu'aux guerres balkaniques les stratèges militaires roumains ne prenaient en considération que la possibilité d'une guerre avec la Russie ou la Bulgarie, après le Traité de Bucarest on passe à l'élaboration de projets d'opérations qui prévoient un conflit militaire avec l'Autriche-Hongrie¹¹⁸. En Roumanie, déclare Ion I.C. Brătianu à un diplomate allemand, nous avons des « rapports organiques étroits » avec les Roumains de Hongrie. « Le berceau de certains hommes politiques, employés, juges de Roumanie se trouve en Hongrie et il y a très peu de maisons à Bucarest qui n'abritent des domestiques venus de là-bas »¹¹⁹. Cet « irrédentisme », pense Poklewsky-Koziell, ne regarde pas tellement la Bessarabie, mais plutôt la Transylvanie où habitent trois millions de Roumains, ce qui entraînerait, naturellement, une accentuation des sympathies envers la Russie¹²⁰. Pour le moment, observent des sources militaires austro-hongroises, en novembre 1913, les regards de la Roumanie sont dirigés « beaucoup plus » sur la Transylvanie que sur la Bessarabie¹²¹. À leur tour, les diplomates bulgares constatent qu'après le Traité de Bucarest les ambitions de la Roumanie à l'égard de la Transylvanie augmentent du jour au lendemain, « à vue d'oeil »¹²². Ex-ministre russe à Sofia à l'époque des guerres balkaniques, Anatoli Nekludoff considère qu'il n'y a que très peu d'hommes politiques roumains qui se rendent compte que les événements de 1913 poussent la Roumanie vers la Russie. La politique du gouvernement tsariste de l'été 1878 à l'égard de la Roumanie est encore vivante dans le souvenir de beaucoup de Roumains. Par conséquent, il n'est pas étonnant que certains publicistes bucarestois considèrent que « celui qui peut nourrir des espoirs dans une alliance avec la Russie doit être soit oublieux soit dément »¹²³. La plupart d'entre eux voient dans la campagne de Bulgarie seulement « un triomphe de l'opportunisme diplomatique », après quoi on peut revenir aux sympathies et

¹¹⁵ 1918 la români, p. 428.

¹¹⁶ C. Diamandy, *La Grande Guerre vue du versant oriental*, I, « Revue des Deux Mondes », Paris, 1927, XLII, p. 801.

¹¹⁷ Claudiu-Lucian Topor, *Germania, România și războaiele balcanice*, Iași, 2008, p. 238.

¹¹⁸ Pour d'autres détails voir Dumitru Preda (éd.), *Proiecte și planuri de operații ale Marelui Stat Major Român (până în anul 1916)*, București, 1992.

¹¹⁹ 1918 la români, p. 348.

¹²⁰ МОЭИ, с. 100.

¹²¹ 1918 la români, p. 351.

¹²² Николай Стоименов, Руско-румънските отношения през погледа на българския пълномощен министър в Букурещ Симеон Радев, « Известия », Том 56, София, 1994, с. 196.

¹²³ Tudor Argezi, *op. cit.*, IV, *Publicistică (1914–1918)*, București, 2003, p. 98.

aux engagements antérieurs¹²⁴. Une seule chose est pourtant évidente pour les députés roumains: « dorénavant, l'amitié de la Roumanie avec l'Autriche-Hongrie » sera directement proportionnelle à la mesure où celle-ci respectera « les intérêts d'existence et de développement de la nation roumaine sur l'étendue de son territoire! »¹²⁵ Les rapports avec la Roumanie préoccupent vivement le Cabinet de Vienne, constate l'ex-ministre russe à Bucarest, Schebeko, récemment nommé à la tête de l'ambassade russe de la capitale de l'empire austro-hongrois. « Il se rendait parfaitement compte des sentiments hostiles des cercles politiques et militaires roumains » à l'égard de l'Autriche-Hongrie¹²⁶. Le prestige de l'Autriche-Hongrie en Roumanie a reçu un coup dur, constate le ministre britannique à Bucarest, et, quelles que soient les sympathies personnelles du roi Charles I^{er} pour l'empereur François-Joseph, il est évident que l'opinion publique « en a assez » de la politique de Vienne¹²⁷. La question des Roumains de Transylvanie, déclare le ministre roumain à Sofia, Derussi, « était devenue la seule importante pour l'opinion politique qui désirait franchement un rapprochement avec la Russie »¹²⁸. Le comte Berchtold, chef de la diplomatie viennoise, est lui aussi conscient de cette réalité. Tant qu'un tel état d'esprit domine l'opinion publique de la Roumanie, surtout à l'intérieur de l'armée – écrit Berchtold au comte Czernin, le nouveau ministre austro-hongrois à Bucarest, – « on ne peut pas s'attendre à ce que l'autorité du roi soit suffisante à un moment donné pour déterminer le peuple roumain à accomplir son devoir en tant qu'allié ». À cause de l'origine étrangère de la dynastie roumaine, le roi Charles I^{er} est obligé « d'écouter la voix du peuple quand il prend des décisions lourdes de conséquences dans la politique extérieure »¹²⁹.

Au cours des années qui ont précédé la Grande Guerre, note le diplomate Constantin Diamandi, la rupture entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie était déjà de fait accomplie. « Il restait un dernier lien entre Vienne et Bucarest: la méfiance à l'égard de la Russie »¹³⁰. Selon l'ex-ministre belge à Bucarest, le baron Beyens, cette méfiance est dissipée par les guerres balkaniques. Les événements de l'été 1913 renversent « l'échafaudage de la politique extérieure roumaine » et démontrent aux Roumains « l'inanité du péril russe »¹³¹. Au début de l'année 1914, le publiciste Tudor Arghezi observe qu'en ce qui concerne sa politique étrangère, la Roumanie est confrontée à deux influences: une qui tend à la séparer de la Triple

¹²⁴ A. Nekludoff, *Diplomatic reminiscences before and during the World War, 1911–1917*, London, 1920, p. 214.

¹²⁵ D.A.D., Session ordinaire 1913–1914, nr. 12, 1 janvier 1914, Séance du 16 décembre 1913, p. 138.

¹²⁶ N. Schebeko, *Souvenirs. Essai historique sur les origines de la guerre de 1914*, Paris, 1936, p. 173–174.

¹²⁷ B.D.O.W, p. 996, C. Barclay to Sir Edward Grey, Bucharest, August 25, 1913.

¹²⁸ *Documents Diplomatiques Français, 1871–1914* (ci-après D.D.F.), 3 série (1911–1914), Tome VIII (11 août – 31 décembre 1913), Paris, 1934, p. 544.

¹²⁹ 1918 la români, p. 364.

¹³⁰ C. Diamandy, *op. cit.*, II, « Revue des Deux Mondes », Paris, 1928, XLIII, p. 129.

¹³¹ 1918 la români, p. 428.

Alliance, et une autre qui vise à la joindre à la Triple Entente. « Pour nous, la première Triplique est l'Autriche-Hongrie, et la seconde est la Russie »¹³². En effet, les relations avec la Roumanie acquièrent une importance particulière pour la diplomatie des deux empires, et la nomination des nouveaux ministres plénipotentiaires à Bucarest est une preuve évidente de cette réalité. Le ministre russe des Affaires Étrangères, Serge Sazonov, s'implique personnellement dans la sélection « attentive » des diplomates envoyés dans la capitale du Royaume de Roumanie, auxquels il demande d'établir les plus amicales relations avec les autorités locales et la haute société bucarestoise¹³³. Sazonov est convaincu qu'en ce qui concerne les nouvelles tendances de la politique balkanique après le Traité de Bucarest, le but principal de la Russie doit être une alliance puissante avec la Roumanie¹³⁴. Dans la même logique des choses, la nomination de l'énergique Diamandi, un intime du nouveau premier ministre Ion I. C. Brătianu, en qualité de ministre de Roumanie à Saint-Pétersbourg ne semble pas du tout fortuite. Mais ce qui provoque une vive impression à l'époque et déclenche une vraie campagne de presse d'un côté et de l'autre des Carpates est la nomination du comte Ottokar Czernin à la tête de la légation austro-hongroise de Bucarest. Celui-ci arrive en Roumanie avec la mission spéciale d'« éclaircir les malentendus survenus entre Vienne et Bucarest », en échange des larges concessions que le gouvernement magyar aurait été obligé de faire aux Roumains de Transylvanie, à la pression de Vienne¹³⁵. Czernin est perçu comme « partisan du principe des nationalités et, par conséquence, mieux enclin qu'un autre à soutenir, dans la mesure du possible, les revendications des Roumains de Transylvanie »¹³⁶. Représentant de l'orientation pro-roumaine de certains cercles de Vienne, Czernin doit faire face, pendant sa mission à Bucarest, à l'hostilité du gouvernement magyar lequel désirait remplacer la collaboration avec la Roumanie par une alliance avec la Bulgarie. Toutes les deux parties poursuivent le même but, celui de savoir si au-delà des Carpates se trouve un ami ou un ennemi¹³⁷. Nous assistons à un véritable effort de la diplomatie austro-hongroise d'amadouer et séduire la Roumanie. Les diplomates français remarquent que le nouveau ministre de l'Autriche-Hongrie « est arrivé à Bucarest accompagné d'un véritable état-major: un conseiller, trois secrétaires et deux attachés, tous fort riches et prêts à se répandre dans le monde roumain pour y prêcher la bonne parole »¹³⁸. Diplomate intelligent et un bon observateur de la société roumaine, le comte Czernin constate qu'il faut créer un état d'esprit austrophile dans ce pays, car le roi Charles I^{er} n'ira jamais contre l'entière opinion

¹³² Tudor Arghezi, *op. cit.*, p. 95.

¹³³ Serge Sazonov, *Fateful years. 1909–1916*, New York, 2008, p. 107.

¹³⁴ Apud Иван Илчев, *България и Антантата през Първата световна война*, София, 1990, с. 41.

¹³⁵ Voir les instructions données à Czernin par le chef de la diplomatie viennoise, le comte Berchtold, publiées dans *1918 la români*, p. 352–365.

¹³⁶ D.D.F., Tome IX (1 janvier – 16 mars 1914), Paris, 1936, p. 18.

¹³⁷ Count Ottokar Czernin, *op. cit.*, p. 77.

¹³⁸ D.D.F., IX, p. 18, 217.

publique. Cet état d'esprit du peuple roumain dépend pourtant de ce qui se passe en Hongrie. Sans avoir résolu le problème hongrois-roumain et sans la modification complète de l'opinion publique de ce pays, avertit Czernin en s'adressant au chef de la diplomatie viennoise, on ne peut d'aucune manière mettre en pratique le plan de Berchtold, celui de faire publier le traité avec la Triple Alliance qui envisage la transformation de la Roumanie dans « le pivot de notre politique balkanique »¹³⁹. Son homologue de Constantinople, le marquis Pallavicini, arrivé au printemps de l'année 1914 à Bucarest, considère en revanche que « le souci du sort de leurs frères transylvains n'est pour les hommes d'État roumains qu'un pur prétexte ». Ancien ministre à Bucarest pendant six ans, Pallavicini croit que « c'est une grande erreur de notre part de nous imaginer que notre politique intérieure pourrait modifier de quelque façon que ce soit nos relations avec la Roumanie ». Le responsable en serait le succès de la Roumanie obtenu à cause « des fautes incroyables » commises par la politique bulgare pendant les guerres balkaniques. Ces succès, pense le diplomate austro-hongrois, « atteints sans aucun sacrifice de leur part, augmentèrent chez les Roumains l'illusion de leur grandeur, toujours à l'état latent chez eux, et ils aspirent à présent au rôle d'*arbiter balcanicus* »¹⁴⁰.

Dans les cercles diplomatiques de Vienne font sensation les mots que le roi Charles I^{er} adresse au comte Czernin – à savoir que, vu les dispositions actuelles du peuple roumain, il lui serait impossible, en cas de guerre, de se mettre du côté de l'Autriche¹⁴¹. Même s'il trouve mensongère la politique du gouvernement Brătianu, Czernin admet qu'elle n'est, en aucune façon, « myope ». Le ministre austro-hongrois à Bucarest surprend exactement la stratégie des gouvernants roumains: la réitération de la tactique de 1913 à une échelle plus grande. Les diplomates français de la Péninsule Balkanique ont, eux aussi, l'impression « que la Roumanie entendait rester libre » et qu'« elle éviterait tout engagement trop étroit »¹⁴². Ça veut dire que, dans le cas d'une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, la Roumanie attendra sans agir au début, pour rejoindre ensuite la partie victorieuse et, de cette manière, obtenir soit la Transylvanie, soit la Bessarabie. C'est une impression partagée également par le ministre bulgare à Bucarest, Simeon Radev, persuadé que la Roumanie s'était habituée « à gagner sans risque »¹⁴³. Cette chose, constate le comte Czernin, « est écrite chaque jour, plus ou moins ouvertement, dans les journaux locaux, le peuple l'affirme partout, l'affirme aussi le corps des officiers, comme ça pensent également les députés et les ministres (...) ». Même s'il ne trouve cette politique « ni très honnête, ni très digne de confiance », Czernin dit à Berchtold que, « du *point de vue roumain* je ne peux la considérer ni stupide,

¹³⁹ *1918 la români*, p. 364, 373–383.

¹⁴⁰ Edina Zichy Pallavicini, *Le Marquis Jean Pallavicini (1848–1941)*, Tirage à part de la «Nouvelle Revue de Hongrie», septembre–octobre, Budapest, 1941, p. 24–25.

¹⁴¹ N. Schebeko, *op. cit.*, p. 174.

¹⁴² D.D.F., VIII, p. 543.

¹⁴³ Николай Стоименов, *op. cit.*, c. 196.

ni défavorable». Le roi Charles I^{er}, « qui est un gentilhomme dans le vrai sens du mot, à la différence de Brătianu », est séparé par une large tranchée de l'opinion publique roumaine et il ne franchira pas cette tranchée s'il n'est pas contraint de le faire¹⁴⁴. Le marquis Pallavicini est plus tranchant encore et il est convaincu qu'après la mort du roi Charles I^{er}, la Roumanie « se détachera » de la Triple Alliance¹⁴⁵.

Il est à craindre que l'échec de l'alliance entre Vienne et Bucarest « ne crée dans les Balkans des combinaisons tout à fait nouvelles »¹⁴⁶, ce qui représente des occasions favorables pour la diplomatie des grandes puissances¹⁴⁷. Le même Czernin, « observateur clairvoyant », habitué à affronter les réalités¹⁴⁸, remarque que les hommes politiques de Bucarest ne croient « ni *que nous puissions être de bons amis et ni que nous puissions être des ennemis dangereux* ». En plus, la société roumaine est saisie par un sentiment agréable, celui que « tout le monde nous fait la cour »¹⁴⁹. Le roi Charles I^{er}, quant à lui, trouve très désagréable la situation provoquée par la mésentente des puissances et la façon dont la Roumanie est courtisée¹⁵⁰. Le souverain roumain est tout aussi irrité par les manifestations publiques organisées dans les rues de Bucarest par l'influente Ligue Culturelle contre la politique de dénationalisation des Roumains de l'Autriche-Hongrie, expression d'un « mouvement de romantisme furieux »¹⁵¹. Dans l'espace public on parle de l'obligation « d'avoir *une politique nationale* en faveur des conationaux » des États voisins, ce qui devrait être « un motif puissant pour la conclusion d'une alliance ou d'une entente par l'intermédiaire de laquelle nous obtenions un résultat concret et efficace »¹⁵². Pour les diplomates de la Triplice il est évident que, « le dernier temps », a lieu un rapprochement entre la Roumanie et la Triple Entente¹⁵³. L'ambassadeur russe à Vienne, Schebeko, est même importuné par la satisfaction avec laquelle les journaux de Russie et de France relatent le nouveau cours de la politique extérieure de la Roumanie. Il craint que ces articles de presse puissent provoquer une réaction virulente de la part de certains hommes politiques roumains connus pour leurs sentiments germanophiles¹⁵⁴. L'ex-premier ministre Titu Maiorescu considère que la Roumanie doit rester « encore » à côté de la Triplice et

¹⁴⁴ 1918 la români, p. 419–427.

¹⁴⁵ Edina Zichy Pallavicini, *op. cit.*, p. 24.

¹⁴⁶ 1918 la români, p. 407.

¹⁴⁷ Pierre Renouvin, *La crise européenne et la Première Guerre Mondiale*, Paris, 1969, p. 181.

¹⁴⁸ N. Iorga, *Comment la Roumanie s'est détachée de la Triplice*, Bucarest, 1933, p. 63.

¹⁴⁹ 1918 la români, p. 391.

¹⁵⁰ Raymund Netzhammer, *Episcop în România. Într-o epocă a conflictelor naționale și religioase*, Vol. I, édition soignée par Nikolaus Netzhammer et Krista Zach, București, 2005, p. 508.

¹⁵¹ N. Iorga, *op. cit.*, p. 69.

¹⁵² Ioan D. Filitti, *Politica externă a României și atitudinea ei în conflictul european*, București, 1915, p. 16.

¹⁵³ Rudolf Dinu, Ion Bulei (éd.), *35 anni di relazioni italo-romene. 1879–1914. Documenti diplomatici italiani*, București, 2001, p. 577.

¹⁵⁴ МОЭИ, Серия III, Т. II, Москва/Ленинград, 1933, с. 192–193.

que les attaques de certains politiciens conservateurs contre l'Autriche ne sont pas en faveur du pays¹⁵⁵. Par une politique de « flatterie », la diplomatie tsariste désire diminuer « l'antipathie naturelle » que le peuple roumain nourrit à l'égard de la Russie¹⁵⁶. Ça ne veut pas dire que le Royaume de Roumanie abandonne l'Autriche-Hongrie et se jette dans les bras de la Russie. En dépit du rapprochement d'entre Saint-Pétersbourg et Bucarest, croit l'influent leader conservateur Nicolae Filipescu, « la politique de la Roumanie doit être indépendante » et ne doit pas être totalement soumise à l'influence « d'un seul groupe des Puissances de l'Europe »¹⁵⁷. La réalisation de notre idéal national, respectivement une Roumanie qui englobe tous les Roumains, « dépend de l'attitude que nous saurons adopter par rapport aux tendances politiques générales ». Ces tendances, constate un publiciste roumain, sont de nature à modifier radicalement l'équilibre politique actuel de l'Europe, et chaque État doit « prendre des mesures et attitudes qui assurent, selon les calculs d'aujourd'hui, les prochains succès ou les éventuels changements de front »¹⁵⁸.

La Péninsule balkanique reste le champ clos où s'affrontent les intérêts des Grandes Puissances. Ce qui se passe dans l'Europe du Sud-Est représente un renversement des rôles que les États de cette zone jouent dans la réflexion stratégique de la Russie et de l'Autriche-Hongrie¹⁵⁹. Les autorités de Saint-Pétersbourg doivent profiter « avec habileté des circonstances pour se concilier avec la Roumanie appelée à jouer un rôle prépondérant dans les Balkans », prenant garde de ménager « les légitimes susceptibilités d'une nation qui a confiance dans son avenir et suivra désormais, dans la politique extérieure, la ligne de conduite qui lui paraîtra la plus conforme à ses aspirations nationales »¹⁶⁰. Le point culminant de cette « amélioration » des relations roumano-russes, par laquelle Sazonov envisage d'obtenir la neutralité favorable de la Roumanie dans le cas d'un conflit européen¹⁶¹, est représenté par la visite d'une journée que la famille impériale russe fait au port de Constantza, exactement deux semaines avant l'assassinat de Sarajevo. Bien qu'elle provoque une forte impression dans la société roumaine et dans les cercles diplomatiques, cette visite est, en essence, « un acte de politesse dû par l'Empereur de Russie au Roi Charles, puisque ce dernier lui avait rendu visite à Saint-Pétersbourg »¹⁶² en juillet 1898. Pour l'ancien premier ministre Maiorescu, la présence de Nicolas II en Roumanie, aussi bien que le projet du mariage d'une de ses filles avec le prince Charles, quoique arrivés à propos, ne représentent autre

¹⁵⁵ Titu Maiorescu, *op. cit.*, p. 47.

¹⁵⁶ Николай Стоименов, *op. cit.*, с. 194–195.

¹⁵⁷ Apud Anastasie Iordache, *Reorientarea politică a României și neutralitatea armată. 1914–1916*, București, 1998, p. 66.

¹⁵⁸ « Noua Revistă Română », vol. XV, nr. 17, 30 mars 1914, p. 258.

¹⁵⁹ Christopher Clark, *The Sleepwalkers. How Europe went to war in 1914*, London, 2012, p. 278.

¹⁶⁰ D.D.F., Tome X (17 mars – 23 juillet 1914), Paris, 1936, p. 10–11.

¹⁶¹ МОЭИ, Серия III, Т. III, Москва/Ленинград, 1933, с. 223.

¹⁶² N. Schebeko, *op. cit.*, p. 176.

chose que « des coquetteries et des colifichets »¹⁶³. Cette visite de Constantza, note le ministre roumain à Saint-Pétersbourg, « n'a pas eu de conséquences politiques immédiates, mais a contribué à décharger et éclaircir l'atmosphère »¹⁶⁴. Par l'entrevue de Constantza, déclare le député Nicolae Iorga, nous n'avons fait rien d'autre qu'abandonner une politique d'honorable vassalité masquée, pour une politique de liberté d'action qui peut nous apporter des avantages politiques. Nous nous sommes rendus compte que nous n'étions ni si peu nombreux, ni si mal doués comme nation, on peut, donc, tirer « les avantages de notre nombre et de nos qualités, les conséquences du passé de la mission que nous avons dans cette partie du monde »¹⁶⁵. La visite de Constantza et l'entretien ultérieur entre le premier ministre Ion I.C. Brătianu et Serge Sazonov, ont été interprétés par la diplomatie viennoise « comme la consécration officielle du passage de la Roumanie dans les rangs de la Triple Entente et, somme toute, le couronnement des efforts faits par les diplomaties russe et française pour entourer l'Autriche et l'Allemagne d'un cercle d'ennemis »¹⁶⁶. Toutefois, comme déclare un ministre roumain au représentant de la France à Bucarest, Blondel, « nous avons à compter avec le Roi dont les sentiments envers l'Autriche ont certainement évolué depuis l'an dernier, mais auquel nous ne pouvons demander une trop rapide volte-face »¹⁶⁷.

La visite de la famille impériale russe représente la fin d'un vrai pèlerinage à travers la Roumanie de certaines personnalités politiques et des têtes couronnées, résultat de la position que le royaume avait acquise dans la région après le Traité de Bucarest. Les autorités de Bucarest poursuivent la consolidation de la situation créée, particulièrement avantageuse pour la Roumanie, devenue « une puissance balkanique dirigeante »¹⁶⁸. La fondation, en janvier 1914, à Bucarest, d'un Institut Sud-Est Européen qui se propose de venir à l'aide de ceux désireux de représenter les intérêts de la Roumanie dans la Péninsule Balkanique est perçu comme faisant partie de la série des actions positives « que l'esprit roumain a accomplies le dernier temps » et qu'il peut imposer au monde balkanique¹⁶⁹. La décision prise dans l'été 1913 par le gouvernement Maiorescu, afin que la Roumanie devienne l'arbitre des États balkaniques, inquiète l'ancien premier ministre conservateur Petre P. Carp. Le fait que la Bulgarie a été sévèrement traitée par ses vainqueurs représente un avertissement aux yeux du vieux politicien roumain. Plus précisément, il craint que n'arrive le moment où, en ce qui concerne les rapports d'entre les États balkaniques, le traité de Bucarest ne sera plus que lettre morte¹⁷⁰. Signataire du Traité de Bucarest, Take Ionescu se reprochera plus tard de ne pas

¹⁶³ Titu Maiorescu, *op. cit.*, p. 47.

¹⁶⁴ C. Diamandy, *op. cit.*, II, p. 132.

¹⁶⁵ D.A.D., Session extraordinaire 1914, Nr. 9, 19 juin 1914, Séance du 17 juin 1914, p. 90.

¹⁶⁶ N. Schebeko, *op. cit.*, p. 176.

¹⁶⁷ D.D.F., X, p. 572.

¹⁶⁸ M. Boghitchévitch, *Les causes de la guerre*, Paris, 1925, p. 95.

¹⁶⁹ « Noua Revistă Română », vol. XV, nr. 3-4, 22-29 décembre 1913, București, p. 54.

¹⁷⁰ D.A.D., Session ordinaire 1914, nr. 37, 18 avril 1914, Séance du 16 avril 1914, p. 703.

avoir réussi à modérer les prétentions des vainqueurs dans les guerres balkaniques, « pour que nous ne soyons pas ensuite obligés à supporter les souffrances que nous avons dû subir »¹⁷¹. C'est la reconnaissance de la fragilité de cette paix précaire conclue pendant l'été de l'année 1913 à Bucarest, que les Grandes Puissances perçoivent seulement comme « une trêve »¹⁷². Le gouvernement Maiorescu est responsable, de l'avis du libéral Constantin Stere, de l'ajournement de la solution définitive de la question orientale. La décision que la Roumanie a prise dans l'été 1913 ne devait pas être dirigée contre la Bulgarie ou contre l'Autriche, mais aurait fallu agir dans l'intérêt de la justice internationale et d'une paix solide dans les Balkans¹⁷³. Les événements qui se déroulent dans l'intervalle septembre 1913 – juin 1914 (l'implication du ministre Take Ionescu dans les négociations entre Constantinople et Athènes au sujet des îles de la mer Egée¹⁷⁴, la présence à Bucarest du premier ministre serbe Pašić, de celui grec, Venizelos, aussi bien que du ministre ottoman de l'Intérieur, Talaat, ou l'implication dans le soutien de la candidature du prince de Wied au trône d'Albanie) créent l'impression que le gouvernement roumain fait des efforts de cimenter, par des conseils amicaux ou par des pressions cachées sous une grande discrétion politique, la paix conclue dans l'été de l'année 1913¹⁷⁵. Ion. I.C. Brătianu n'est pas disposé à laisser la politique de la Roumanie au bon plaisir des ambitions et à l'impatience des politiciens des Balkans. On peut comprendre, donc, l'irritation qui saisit le nouveau premier ministre roumain au moment où il est informé du protocole secret conclu par son prédécesseur, par lequel la Roumanie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce se garantissaient mutuellement les résultats du Traité de Bucarest, jusqu'à leur ratification par le parlement bulgare. Même si pratiquement cette alliance n'a pas fonctionné, Brătianu ne veut pas lier le sort de la Roumanie à celui de la Serbie ou de la Grèce et être obligé « de tirer l'épée pour les intérêts de ces pays qui, parfois, ne coïncidaient pas aux nôtres »¹⁷⁶. Même s'il l'avait condamnée, quand il se trouvait en opposition, le premier ministre Ion I.C. Brătianu continuera la politique initiée par Titu Maiorescu, à savoir gagner du temps et garder ses mains libres pour prendre une décision finale, au moment opportun. Il ne reste plus que les mots de l'empereur François-Joseph soient avérés: « Les puissances centrales ne peuvent accepter le traité de Bucarest comme un règlement définitif de la question balkanique; *seule une guerre générale* pourra conduire à une solution convenable »¹⁷⁷. Au loin on entend déjà les coups de revolver de Sarajevo.

¹⁷¹ Take Ionescu, *op. cit.*, p. 175.

¹⁷² Pierre Renouvin, *op. cit.*, p. 182.

¹⁷³ C. Stere, *op. cit.*, p. 194.

¹⁷⁴ Pour des détails voir Sinan Kuneralp, Gül Tokay (éd.), *Ottoman Diplomatic Documents on the Origins of World War One*, VII, *The Balkan Wars. 1912–1913*, Second Part, Istanbul, 2012.

¹⁷⁵ « Noua Revistă Română », vol. XV, nr. 17, 30 mars 1914, p. 258.

¹⁷⁶ I.G. Duca, *op. cit.*, p. 25–26.

¹⁷⁷ H.-H. Asquith, *La genèse de la guerre*, Paris, 1924, p. 171.